

Journal de 20 heures
Général Germanos : « Nous ne sommes pas
venus nous battre ici, nous sommes venus
empêcher qu'un parti ou l'autre commette des
exactions »

Patrick Poivre d'Arvor, Nahida Nakad, Isabelle Marque

TF1, 6 juillet 1994

[Patrick Poivre d'Arvor :] J'en viens maintenant à la situation au Rwanda avec la réouverture demain [7 juillet] de l'aéroport de Kigali et l'acceptation par un Hutu modéré, président du MDR, de former un gouvernement d'unité nationale. Pour l'heure, l'armée gouvernementale est en déroute. Elle charrie avec elle des dizaines de milliers, peut-être même des centaines de milliers de réfugiés. Nahida Nakad et Sébastien Renouil ont pu les filmer à une trentaine de kilomètres au nord de Kigali.

[Nahida Nakad :] La débandade de l'armée rwandaise. Nous sommes sur la route de Kigali, les soldats gouvernementaux viennent de quitter la capitale, tombée aux mains des rebelles du FPR [on voit des soldats des FAR à bord notamment de camions ou de véhicules civils très endommagés]. Des centaines de milliers de civils les accompagnent dans leur fuite. À 60 kilomètres de Kigali, nous rencontrons le premier groupe de réfugiés. Ils ont fait tout le chemin à pied, sans s'arrêter. Ils avancent vers l'Ouest, dans la seule région que les forces gouvernementales contrôlent encore [diffusion d'images de gens en train de marcher le long des routes].

Cette femme nous dit qu'elle n'a pas de nouvelles de son mari et de ses enfants. Elle les a perdus en quittant Kigali la nuit dernière. Elle croit qu'ils sont morts [elle s'exprime en kinyarwanda].

[Un réfugié qui porte son bébé sur les épaules [il s'exprime en kinyarwanda

mais ses propos sont traduits] : "Regardez, j'avais neuf enfants. C'est le seul qui me reste. Ils me les ont tous tués".]

Kigali semble avoir été vidée d'une grande partie de sa population, des Hutu pour la plupart. L'armée gouvernementale les a prévenus il y a deux jours qu'elle se préparait à quitter la ville. C'était la dernière bataille menée par les soldats rwandais. Ils ont ouvert une brèche dans les lignes rebelles qui encerclaient la capitale pour battre en retraite [on voit des soldats des FAR (certains portent un béret noir, d'autres un béret rouge)].

Ils se sont repliés sur Ruhengeri au nord-ouest du pays. C'est ici que nous avons rencontré le préfet de Kigali qui était parmi les premiers à fuir [on voit des soldats des FAR déambuler dans le centre-ville de Ruhengeri].

[Colonel Renzaho, "Ex Préfet de Kigali" : "Il fallait évacuer, nous n'avions plus, euh..., plus de munitions ! C'est..., ce n'est pas la..., la..., la..., la force qui nous manque ! On a décidé d'évacuer, et..., et de se..., de..., de..., de..., de nous replier ! Et de nous organiser ! Et..., en attente de..., d'une reprise de..., de..., de cette ville ! Nous allons certainement y arriver. On va y arriver".]

Mais la population civile n'a plus confiance et l'exode continue. Ceux qui n'ont plus la force de marcher se sont arrêtés ici à Rushashi, à une trentaine de kilomètres de Kigali. Ils sont seuls, aucune organisation humanitaire n'est venue à leur rencontre [on voit des réfugiés installés dans une forêt].

[De Rushashi, Nahida Nakad, face caméra, devant des réfugiés : "Ces réfugiés ne resteront pas ici longtemps, les combattants du FPR avancent un peu plus chaque jour. Ils continueront donc leur marche et iront le plus loin possible. Ils espèrent pouvoir rejoindre les régions contrôlées par l'armée française avant d'être rattrapés par leurs pires ennemis".]

[Patrick Poivre d'Arvor :] À Stockholm, la Front patriotique du Rwanda – le FPR – a promis de repousser les soldats français. Mais sur place la situation reste calme. Nous retrouvons à Gikongoro nos envoyés spéciaux Isabelle Marque et Gilles Hémart.

[Isabelle Marque :] Comme on dit dans le langage militaire, la montée en puissance de l'opération Turquoise est faite [une incrustation "Gikongoro, Rwanda" s'affiche à l'écran]. 2 500 hommes et 500 véhicules s'y consacrent sur le terrain [on voit des soldats des FAR passer tranquillement devant un véhicule de l'armée française]. À Gikongoro, le poste le plus avancé des Français sur le front tenu par le Front patriotique rwandais, la section de mortiers lourds du 11^{ème} régiment d'artillerie de marine, s'installait encore cet après-midi en enterrant les munitions et en cachant les véhicules [on voit ces scènes à l'image].

Ce matin, c'est le capitaine de frégate Gillier, chef des fusiliers marins du commando Trépel, qui nous montrait les dernières tranchées creusées ça et là sur la colline [on voit des soldats français aidés de Rwandais en train de creuser des tranchées]. Ses hommes sont aidés par des volontaires envoyés par le maire [il s'agit du bourgmestre Désiré Ngezahayo]. En l'absence de tout incident, la tension a baissé. Mais les Français restent vigilants [gros plans sur des soldats français en train de pointer leurs fusils dans une même direction].

[Marin "Jillier" [Gillier], "Capitaine de Frégate" : "Nous sommes prêts à toute éventualité, en souhaitant qu'il ne se passe rien. C'est pour ça que nous sommes là, pour qu'il y ait le moins de morts possible. Euh..., nous sommes prêts à tout [sourire]".]

Que ce soit sur les collines qui entourent la ville ou au milieu des camps de réfugiés démunis de tout [gros plan sur le visage d'un bébé], les Français rassurent. C'est ce qu'est venu constater le général Germanos, l'adjoint "opérations" du chef d'état-major des armées, dans une tournée en hélicoptère. Il en a profité pour rappeler en les martelant les buts d'une mission dont les limites ne sont pas toujours claires [on voit le général Germanos débarquer d'un hélicoptère en compagnie du général Lafourcade].

[Général Germanos, "Adjoint opérations, Etat-Major des Armées" [le général Jean-Claude Lafourcade se trouve à ses côtés] : "Notre intention est clairement affichée : nous ne sommes pas venus nous battre ici, nous sommes venus nous..., empêcher que des..., qu'un parti ou l'autre commette des exactions. Aujourd'hui nous avons affiché clairement, euh..., où nous étions et quelle était la zone que nous entendions protéger".]

Pourtant de nouveaux massacres de civils ailleurs dans le pays pourraient provoquer une intervention, mais elle resterait ponctuelle.

[De Gikongoro, Isabelle Marque, face caméra et devant une jeep de l'armée française : "Sauf incident grave, la mission Turquoise est donc maintenue dans le cadre de sa mission : protéger les populations à l'intérieur de la zone de sécurité actuelle jusqu'à fin juillet. La question reste toujours de savoir si l'ONU aura pris le relais à cette date".]

[Patrick Poivre d'Arvor :] Et puis deux nouveaux blessés parmi les journalistes au Rwanda : notre consœur Isabelle Staes de France 2 et le photographe José Nicolas de l'agence Sipa ont été blessés par balles alors qu'ils venaient de franchir en voiture la ligne de front entre Gikongoro, justement, et Kigali.

Hier vous avez pu entendre dans ce journal Valéry Giscard d'Estaing critiquer l'évolution de l'opération Turquoise. Ses propos ont été relayés peu

après par Charles Millon et Jacques Baumel, le RPR. En revanche, le porte-parole du gouvernement, Nicolas Sarkozy, juge que l'opération Turquoise est un succès et qu'elle n'a pas changé de nature. Mais le ministre belge de la Défense estime qu'elle dépasse les limites de la simple intervention humanitaire. Écoutez-le.

[Léo Delcroix, "Ministre belge de la Défense" : "Au début, euh..., ça semblait, euh, une action, strictement, purement humanitaire. Maintenant on constate que les soldats français, euh..., sont de plus en plus, euh, mêlés dans la situation interne, dans le combat, euh, militaire et politique. Quand l'opération devient de plus en plus, euh, militaire et politique, euh, là..., bon, donc, euh, on est un peu réticent".]

[Patrick Poivre d'Arvor :] Toutes ces critiques, qu'elles viennent de France ou de l'étranger, ont beaucoup irrité, euh, le ministre français de la Défense, François Léotard. Il l'a dit tout à l'heure au cours d'une conférence de presse à laquelle assistait Jean-Pierre Feret. Écoutez-le.

[François Léotard : "Et je vous prie de comprendre ce que peut être le désarroi, la..., l'inquiétude ou la réaction d'un militaire en train d'agir lorsqu'il entend – derrière lui, si j'ose dire ! – des commentaires qui peuvent désavouer son action. Je crois qu'avant l'opération, il est bon que chacun s'exprime. Lorsqu'elle a lieu, le civisme implique que tout le monde soit solidaire des soldats de la France. [Plan de coupe] Dire que nous pourrions – compte tenu de la situation nouvelle et des centaines de milliers de réfugiés que je citais –..., que nous pourrions, à partir du Zaïre, assurer la protection de ce plus que..., un million de personnes, je veux dire que c'est quelque chose qui n'est pas, euh..., ni raisonnable, ni responsable ! Parce que ce n'est pas vrai ! Parce que ce n'est totalement impossible ! Et que si nous quitions maintenant, comme on nous le propose, euh..., ces camps, les exactions et les massacres reprendraient ! Qui..., qui pourrait ne pas comprendre cela ? Alors si on dit ça pour des raisons qui sont des raisons de politique intérieure, je crois que c'est dommage et que ça nuit à la crédibilité de ceux qui s'expriment de cette manière".]